



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

VIE ASSOCIATION 2.1

N° : 2025-04-16

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE CINQ AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :
28 mars 2025

Date d'affichage :
28 mars 2025

VOTE :

pour : 31

contre

abstentions : 1
P.M. SALLE

Présents Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Patricia BIZOUERNE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA), Patricia BIZOUERNE (Pouvoir à Michel NUGUES)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

ATTRIBUTION SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES

RAPPORTEUR : Annie SONRIER

NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre du soutien aux associations, les subventions municipales qui leurs sont allouées par le conseil municipal sont de trois natures :

- Les subventions de fonctionnement accordées chaque année, après examen des demandes, elles sont provisionnées de façon collective, dans le budget communal,

Accusé de réception en préfecture
092219300421-20250408-2025-04-16-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

- Les subventions de démarrage au profit d'associations raincéennes à caractère culturel, sportif ou social qui en ont fait la demande, pour un montant forfaitaire de 140,00€,
- Les subventions exceptionnelles accordées pour un évènement particulier entraînant des dépenses justifiées, sur proposition de l'Adjoint au Maire de référence en charge de la délégation concernée. Le montant est proportionnel à la nature du projet.

Il convient de rappeler à l'Assemblée que les associations n'ayant pas formulé de demande d'aide financière ne se verront pas attribuer de subvention.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser monsieur le Maire à procéder aux attributions de subventions suivantes :

- ENCADRER LA VIE
- ŒNOLOGIE CLUB
- 400 ZOOMS
- BEAUX ARTS DU RAINCY ET DE VILLEMOMBLE
- CPR
- BOLLY-BOLLY
- CORPS et GRAPHIE
- SHRPA
- LE JARDIN DES ARTS
- SOCIETE D'HORTICULTURE DU RAINCY

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le budget primitif exercice 2025

APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE, IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE BIEN VOULOIR :

ARTICLE 1 : AUTORISER Monsieur le Maire à procéder aux attributions suivantes pour un montant total de quatorze mille sept cent euros (16 700 €) :

ASSOCIATIONS	PROPOSITION POUR 2024
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	
Encadrer Lavis	400,00 €
Œnologie Club	500,00 €
400 Zooms	2 000,00 €
Bolly-Bolly	300,00 €
Beaux Arts du Raincy et Villemomble	1 500,00 €
Corps et Graphie	3 000,00 €
SHRPA	1 500,00 €
CPCR	3 500,00 €
SOCIETE D'HORTICULTURE DU RAINCY	2 000,00 €
Le Jardin des Arts	2 000,00 €
TOTAL	16 700,00 €

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250408-2025-04-16-DE
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

ARTICLE 2 : DIRE que la dépense globale sera imputée au Budget 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits (au
registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME




Jean-Michel GENESTIER
Maire du Raincy

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture 093-219300621-20250408-2025-04-16-DE Date de télétransmission : 08/04/2025 Date de réception préfecture : 08/04/2025
